

Maxime FOREST

Thèse :

Une analyse genrée du changement politique sur le terrain parlementaire. La chambre des députés de la République tchèque, 1996-2008

Soutenue publiquement le 29 juin 2009 à l'Institut des Etudes Politiques de Paris (CERI, UMR Sciences Po-CNRS 7050)

Mention très honorable et félicitations du jury, recommandation pour publication.

1 volume de 738 p., dont 33 p. d'annexes.

Jury :

Georges MINK (CNRS – ISP), Directeur

Pierre MULLER (CNRS, Centre Européen de Sciences Po), Président

Jacqueline HEINEN (Prof. émérite, UVSQ), Rapporteur

Didier GEORGAKAKIS (Membre IUF, Chaire Jean Monnet, IEP de Strasbourg), Rapporteur

Alena KRÍŽKOVÁ (Dir. Dept. Genre, Institut de sociologie, Académie des sciences tchèque)

Résumé de la thèse

Entamée à la suite d'un mémoire de Mastère conçu comme exploratoire, cette thèse s'inscrit à l'intersection de plusieurs approches : études du « passage à la démocratie », analyse de la transformation sociale, travaux sur l'intégration européenne. Ces différents processus, simultanés dans le cas des sociétés post-communistes d'Europe centrale, sont ici abordés au prisme du genre. Notre hypothèse de départ était en effet que les transformations sociopolitiques (et non seulement économiques) intervenues depuis quinze ans comportent une dimension genrée, en cela qu'elles modifient l'état des rapports sociaux de sexe, notamment dans la sphère publique, mais aussi que ces derniers contribuent en retour à « façonner » les conditions du passage à la démocratie.

Cette hypothèse peut en particulier être envisagée aux différents niveaux du rapport entre genre et politique : orientation des politiques publiques du genre et contenus de la « citoyenneté sociale » des femmes ; participation politique ; action collective, etc... Ces dimensions sont ici abordées à travers l'évolution, du point de vue du genre, d'un organe parlementaire sur quatre législatures. En privilégiant une **entrée par les acteurs**, soit des femmes détenant ou ayant détenu un mandat parlementaire depuis 1990, sont dans un premier temps étudiées les métamorphoses de l'engagement politique - de la Révolution de velours jusqu'à la démocratie de partis-, la définition des ressources politiques « pertinentes » et des règles du jeu, la valence différentielle du genre et son rapport à l'identité politique dans un contexte de transformation. Cette étude fait l'objet d'une **mise en perspective historique**, à l'appui de **documents d'archives inexploités** et d'entretiens avec des actrices de l'ancien régime et de la dissidence, qui permet de saisir les effets d'héritage et de dépendance qui pèsent sur l'engagement politique des femmes et de les imputer au contexte post-socialiste ou à l'histoire plus longue. À ce titre, c'est une approche transformationnelle et « *path-dependent* » des rapports genre/politique qui est privilégiée, aux dépens d'une analyse en termes de ruptures.

Dans un second temps, l'analyse se focalise sur l'évolution du travail de la chambre des députés du point de vue du genre. Elle se fonde pour cela sur une **sociographie du personnel**

parlementaire féminin et du travail parlementaire des députés hommes et femmes, dans ses composantes communicationnelles, partisanes et législatives (au sens de *law-making*). Cette étape, qui a pour vocation de documenter de manière convaincante la dimension politique du genre dans les mécanismes législatifs en charge de la transformation, s'appuie sur un **volet quantitatif** (l'analyse thématique de plus de 3.000 interventions et 800 actes législatifs en fonction du sexe, de 1996 à 2008, analyse discursive de 300 prises de positions de femmes députées relatives à question des rapports sociaux de sexe) et sur une **étude qualitative**, sous forme d'entretiens avec une cinquantaine de députées des deux dernières législatures et plusieurs de leurs collègues masculins occupant des fonctions clés à la chambre.

Enfin, les femmes députées du parlement tchèque sont envisagées comme des **actrices parmi d'autres de l'« européanisation »** d'un espace public et politique, dans le contexte de l'adhésion à l'Union européenne. Interprétée, selon la proposition de Claudio Radaelli, comme un ensemble « de processus de construction, diffusion et d'institutionnalisation de règles, procédures, styles, “manières de faire” et de normes et valeurs partagées, d'abord définies et consolidées au niveau des politiques publiques de l'UE avant d'être incorporées » au niveau national¹, cette notion fait ici l'objet d'un usage exigeant, inspiré de l'institutionnalisme sociologique. À travers la contribution du parlement aux politiques publiques d'égalité, les relations établies entre élu(e)s et organisations de femmes à la faveur de **transferts institutionnels** réalisés en ce domaine, ainsi que l'évolution de la perception du genre en tant que ressource/handicap politique, cette dernière partie définit les effets **cognitifs** de variables exogènes sur la dimension genrée de la transformation. Elle s'appuie sur **l'analyse comparée** des instruments de politique publique adoptés dans les membres les plus récents de l'Union européenne, ainsi que sur l'étude sociologique des reconfigurations d'acteurs et phénomènes d'apprentissage (à travers la diffusion de normes et de répertoires d'action) générés par cette nouvelle « structure d'opportunité » autour du thème de l'égalité.

Tout en contribuant au décloisonnement des études du genre vis-à-vis de l'analyse de la transformation à l'Est et des travaux sur l'intégration européenne, notre étude teste sur le temps court de ces (r)évolutions l'hypothèse de **l'historicité du genre**, à savoir que « l'identité sexuelle et le rapport entre les sexes sont des constructions sociales qui se rattachent aux différences biologiques mais varient historiquement »². Fréquemment mise à mal par les approches transversales de la différence des sexes, elle fonde pourtant l'utilité du genre en tant que « catégorie utile de l'analyse »³ et trouve dans la transformation post-socialiste, qui mobilise aussi bien des variables de long terme (stéréotypes, structures de propriété, régimes d'action collective...) que des conjonctures de crises, des voies nationales de sortie du socialisme que des variables exogènes, un terrain fécond pour distinguer **la part qui revient au genre dans les processus de transformation sociale et politique**.

¹Radaelli, Claudio : « The Europeanization of Public Policy », in : Featherstone, Kevin ; Radaelli, Claudio (dir.): *The Politics of Europeanization*, Oxford, New-York, 2003, p. 27-56 (Cit. p. 30)

²Habermas, Jürgen : *Droit et démocratie*, Payot, Paris, 1997, cit. p. 454

³Scott, Joan W. : « Gender : a Useful Category of Historical Analysis », *The American Historical Review*, Vol. 91, N° 5 (Dec., 1986), p. 1053-1075.

Résumé en anglais :

A Gendered Analysis of Political Change in Parliamentary Politics. The Chamber of Deputies of the Czech Republic, 1996-2008

This PhD dissertation addresses the contribution of gender in shaping post-1989 politics and policies in the Czech Republic. Based upon qualitative primary sources, as interviews with 1989 female activists, records from the Civic Forum sessions, archives from the socialist era, a first part provides a framing of women's contribution to political change in a broader historical perspective. Thanks to the documents found in the archives of pre-communist and communist women's organizations, it focuses on the politicization of the Czech women's movement after WWII and suggests reconsidering the role of socialist Czechoslovak Women's Union during the Prague Spring (1967-1969).

In the form of an in-depth legislative survey at the Chamber of deputies (1996-2007), the second part introduces quantitative & sociological aspects relevant to the understanding of women's access to political representation. At the same time, it draws the significance of gender in party and parliamentary politics in the context of post-communist transformation, especially when it comes to public issues such as reproduction and bodily integrity.

Empirical findings are discussed and put into a comparative perspective in a third part. Dedicated to the cognitive processes and institutional transfers that contributed to re-frame gender issues after 1990, it also enlightens the role of Europeanization. Questioning this notion as "something to be explained", rather than an explanatory variable, we mainly refer to Europeanization in terms of changing domestic arrangements in the field of gender policies, which involves policy makers, political parties, as well as emerging women's interest groups.